

SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE FEDERALE

Berne, le 1er juin 1972 Fr/vk

CONFIDENTIELCommission de affaires étrangères
du Conseil nationalProcès-verbal de la séance du
25 mai 1972 à Berne, Parlement,
Salle III

- Président: Monsieur le Conseiller national Carruzzo
- Présents: Messieurs les Conseillers nationaux Baechtold-Lausanne, Dürrenmatt, Freiburghaus, Gerwig, Gut, Hürlimann, Kohler Simon, Meyer Hans-Rudolf, Renschler, Schaller, Stadler, Tschäppät, Vollenweider, Vontobel
- Monsieur le Conseiller fédéral Graber
- Messieurs les Ambassadeurs Thalmann, Keller, Diez, Janner
- Monsieur Pfister, Secrétaire général de l'Assemblée fédérale
- Monsieur Pictet
- Excusés: Messieurs les Conseillers nationaux Breitenmoser, Cevey, Koller Arnold, Wyler
- Procès-verbal: Messieurs Friedli, Hoffmann et Reymond
- Ordre du jour:
- I. 11078 é ONU. Relations de la Suisse
 - II. 11289 é Mission diplomatique au Bangla Desh. Création
 - III. Projet de règlement interne
 - IV. Questions de Monsieur Baechtold-Lausanne
- Début de la séance: 08.00 h

* * * * *

- 2 -

Monsieur Carruzzo

ouvre la séance en saluant Monsieur Graber, chef du Département politique, ainsi que ses collaborateurs.

Le premier objet à être traité est celui de l'"ONU. Relations de la Suisse". Il est proposé: premièrement, d'entendre Monsieur Graber; secondement, de discuter les chapitres I-V du rapport du Conseil fédéral et, enfin, de traiter du chapitre VI (conclusions) de ce même rapport, ce qui permettra aux membres de la commission de s'exprimer d'une manière générale, ainsi qu'à Monsieur Dürrenmatt de développer sa proposition.

I. 11078 é ONU. Relations de la SuisseMonsieur Graber:

Le but du rapport que le Conseil fédéral vous a soumis était double, défini qu'il a d'ailleurs été par le rapport de 1969. Il s'agissait, d'une part, de renseigner le Parlement - et à travers lui l'opinion publique - sur l'évolution des Nations Unies et sur l'évolution de la collaboration de notre pays avec les Nations Unies à partir du printemps 1969 et jusqu'à l'automne dernier. Il s'agissait aussi de renseigner le Conseil fédéral sur l'état de l'opinion, grâce aux réactions du Parlement, de la presse et de l'opinion publique, le cas échéant.

Peut-être avez-vous remarqué que, dans sa forme, ce rapport est différent du précédent: les activités, très nombreuses et multiples de l'ONU, n'ont plus été groupées par organes, mais par matières. Je crois que ce mode de présenter les choses aura permis à la plupart d'entre vous de faire quelques constatations importantes. La première me paraît être celle-ci: il est manifeste que les activités de l'ONU s'étendent aujourd'hui à presque tous

- 3 -

les domaines des relations internationales. La deuxième est que, manifestement et de plus en plus, l'ONU devient un tout, dont les activités sont extrêmement difficiles à dissocier.

La troisième constatation importante, je crois, est que le degré d'intégration de notre pays à l'ONU s'est encore accru, même s'il est généralement méconnu: notamment au niveau de l'opinion publique. Notre participation aux activités de l'ONU est en vérité déjà considérable. Elle est plus considérable que celle de beaucoup d'Etats membres. C'est vrai! Nous prenons, il n'y a pas l'ombre d'un doute, une part extrêmement active aux délibérations et aux décisions d'organes dont l'importance ne vous échappe pas. Je pense à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; je pense à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; je pense au Conseil du Programme des Nations Unies pour le développement, dont nous faisons partie et qui gère tout de même des dépenses annuelles excédant le milliard; je pense au rôle que nous jouons, par exemple, au Conseil de l'UNICEF, au Conseil exécutif de l'UNESCO ou de la FAO. Cette participation, quotidienne, active et appréciée de nos partenaires, nous a déjà largement familiarisés avec les rouages de l'ONU.

Au fond, l'intérêt de ce rapport était, essentiellement, de chercher à dégager les éléments nouveaux par rapport à la situation de 1969, des éléments propres, éventuellement, à nuancer, voire à infléchir les appréciations qu'il faut faire de la situation. Il était impossible cependant, de ne pas rappeler deux données fixes auxquelles je veux m'arrêter d'abord, d'une part

- 4 -

la nécessité pour le gouvernement et le parlement d'agir en accord avec le peuple et les cantons qui trancheront souverainement et d'autre part, celle de sauvegarder notre politique de neutralité.

Sur l'accord du peuple et des cantons, il n'y a rien de très neuf à dire, sinon que les sondages qui ont été effectués ces derniers temps nous donnent à penser qu'une lente évolution se dessine au sein de l'opinion publique.

La deuxième donnée fixe dans ce problème, c'est la sauvegarde de notre politique de neutralité et vous comprendrez que je m'y arrête un peu.

De l'avis du Conseil fédéral, il est bien entendu que la politique de neutralité permanente ne peut pas et ne doit pas être mise en cause, ne pourra l'être aussi longtemps qu'elle demeure manifestement un élément constitutif de la sécurité de notre pays, ne serait-ce qu'à défaut d'alternative d'ailleurs; aussi longtemps de surcroît que, manifestement, elle demeure utile aux autres qui, depuis quelques années, veulent bien le reconnaître.

La neutralité bien sûr n'est concernée, dans une adhésion éventuelle, que dans le cas où l'ONU a recours à des sanctions. Ici, une première chose doit être dite clairement. C'est qu'à la différence du système de sécurité de la SDN, le mécanisme des sanctions n'est pas automatique du tout. Dans le système de l'ONU, le Conseil de sécurité, dont vous connaissez la composition, constate si l'on est en présence d'un cas donnant lieu à des sanctions et il faut ensuite une majorité qualifiée pour déclencher le mécanisme de celles-ci. De plus, les Etats membres ne sont pas tenus automatiquement de participer à des sanctions militaires; dans chaque cas, il faut un accord spécial avec chaque Etat membre qui peut naturellement le décliner. En outre, l'ONU

- 5 -

peut dispenser certains Etats des sanctions, même de sanctions non militaires.

Je vais faire une deuxième remarque qui me paraît importante. Le droit de la neutralité, qui se trouvait en cause à l'ère de la SDN, est un droit qui ne s'applique qu'en cas de guerre, qui est en quelque sorte, si vous voulez, dépassé. C'est un droit dont les normes sont strictes, dépassé en ce sens qu'à partir des années 30, les conflits armés, qui ont été nombreux hélas, n'ont jamais été des guerres au sens juridique. On n'a jamais déclaré la guerre, on ne la déclare plus, on la fait. Par conséquent, le droit de la neutralité n'a jamais eu à être appliqué ou non. Ce qui est important aujourd'hui, ce n'est pas ce droit et ses normes, c'est la politique de neutralité, qui nous laisse beaucoup plus libres d'apprécier souverainement les moyens que nous choisissons pour l'appliquer. Cette liberté que nous avons est un élément important d'appréciation du problème.

Vous savez ensuite que, pour que des sanctions soient décidées, il faut l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ce n'est pas un hasard. Et si depuis que l'ONU existe il n'y a jamais eu de sanctions militaires, c'est qu'il n'y a jamais eu de cas où l'unanimité des cinq aurait pu être réalisée. Si un tel cas devait se présenter un jour, l'Etat en cause serait vite liquidé! Par la force des choses, l'accord se fait sur un dénominateur commun minimal, qui n'est pas la guerre.

Il faut tenir compte ensuite d'un autre élément. Ce sont les dispositions de l'article 2, à son chiffre 6, de la Charte, qui veut que le Conseil de sécurité, lorsqu'il décide des sanctions, invite les Etats non membres à se conformer à ses décisions ou tout le moins à ne pas agir de manière à les contrarier. Il y a eu jusqu'ici un seul cas de sanctions, celui de la Rhodésie. Qu'a-t-on vu? Nous avons vu que notre pays, non membre, n'a pas pu faire fi de l'opinion universelle et a dû décider tout de même de prendre des mesures consistant à ne pas accroître le courant normal des échanges avec ce pays. En d'autres termes l'effet des sanctions, que l'on soit Etat membre ou non, est à peu près

- 6 -

le même, pour ne pas dire qu'il est identique. Il l'a été en tout cas dans le cas particulier.

En dehors des sanctions, le Conseil peut aussi recourir à des recommandations, mais elles ne lient pas plus que les Etats que celles de l'Assemblée générale. Chaque Etat demeure libre de décider ce qu'il entend en faire, mais il faut tout de même en reconnaître le poids politique et moral.

La cinquième remarque que je voudrais faire est la suivante : Est-ce qu'une activité politique au sein de l'ONU - et c'est une question souvent posée - est compatible en soi avec une politique de neutralité? On a trop facilement tendance à répondre qu'il est possible de recourir à l'abstention dans chaque cas difficile, voir délicat ou trop lourd de responsabilités. Je ne pense pas que l'abstention puisse être considérée comme une solution. Le recours systématique à l'abstention n'est pas digne d'un Etat quel qu'il soit. Il s'ajoute à cela qu'il existe une pratique maintenant bien établie à l'ONU selon laquelle l'abstention signifie en vérité un vote négatif, mais avec certaines formes. Pour répondre à cette question, nous pouvons nous appuyer sur une expérience dont nous avons désormais le droit de nous prévaloir. Dans de nombreuses organisations et institutions de l'ONU, de même que dans de nombreuses conférences internationales, où il a fallu affronter des problèmes politiques, les représentants de la Confédération, en dépit de la politique de leur pays, ont eu en règle générale une attitude tout à fait claire et tout à fait ferme sans que, véritablement, personne ne puisse prétendre aujourd'hui que notre neutralité en ait subi un préjudice quelconque. Au contraire, on peut dire, me semble-t-il, que le fait que les représentants de la Suisse dans les conférences et institutions internationales ont constamment eu une attitude qui est demeurée conforme à l'impartialité et au principe de la primauté du droit a valu à notre pays un certain bénéfice et qu'il a plutôt grandi en prestige. Dans ces conditions, je ne pense pas qu'il faille se faire de cet avenir hypothétique une image par trop sombre. Il faut aussi voir les lumières qui sont évidentes.

- 7 -

A propos de la réserve de neutralité dont certains nous incitent à réclamer le bénéfice, il serait peut-être bon de penser un peu au précédent autrichien. L'adhésion de l'Autriche à l'ONU est intervenue dans des circonstances historiques qui naturellement ne se présenteront pas pour nous. Une coïncidence tout à fait heureuse a en effet voulu que cette adhésion suive presque immédiatement la signature du Traité d'Etat imposant à l'Autriche - qui d'ailleurs, était plus que consentante - une politique de neutralité. Ce statut de neutralité était connu et inscrit dans un traité qui la liait, mais en dépit de cela l'Autriche a été admise sans aucune hésitation; le moins qu'on puisse dire est que, tacitement en tout cas, l'ONU a reconnu la neutralité autrichienne.

Pour ce qui concerne notre pays, il semble bien que plutôt que de risquer de nous heurter inutilement au mur du dogmatisme et de ce qui peut subsister d'idéologie onusienne, nous devrions agir d'une manière à peu près similaire, en proclamant clairement que nous demeurons fidèles à notre politique traditionnelle de neutralité permanente. Nous pourrions d'autant mieux le faire que les circonstances politiques dans lesquelles nous visons font que personne ne conteste que cette neutralité est conforme à l'intérêt de la communauté des Etats.

De plus, il n'y a pas que notre expérience, il y a celle des autres. Personne n'oserait prétendre que les pays européens neutres qui ont adhéré à l'ONU ont souffert, à cause de cela, d'une quelconque limitation de leur liberté de mouvement politique et dans l'affirmation de leur politique de neutralité en particulier? Je crois qu'on peut dire qu'au contraire, les pays neutres jouissent à l'ONU d'un prestige auquel la récente désignation du Secrétaire général n'est vraisemblablement pas tout à fait étrangère.

Mais enfin, il s'agit ici de l'une des questions que devra étudier sérieusement la Commission consultative dont le Conseil fédéral préconise la création.

J'en viens maintenant aux éléments nouveaux que l'on peut dégager de l'évolution qui s'est produite à partir de 1969. Il sont de deux

- 8 -

ordres et je crois que le rapport les dégage assez bien. Il y a d'abord un élément nouveau au plan de la géographie ou de la politique, si vous voulez. Il y a le fait qu'à partir du moment où l'ONU a reconnu au gouvernement de Pékin le droit de représenter désormais la Chine - Etat unique dans la conception absolument intransigeante et de Pékin et de Taïpeh - l'ONU est devenue plus réellement représentative de la quasi-intégralité de la communauté mondiale.

Le rapport laisse aussi entendre que, sauf accident de parcours toujours possible et dans tous les cas indépendant de notre volonté, il est vraisemblable que les deux Allemagne et les autres Etats divisés ne tarderont pas beaucoup à entrer à leur tour à l'ONU. Et dès l'instant où ces adhésions seront chose faite, la Suisse se trouvera seule, avec quelques minuscules émirats, et elle se trouvera dans cette situation assez curieuse qu'elle aura des relations bilatérales avec tous les Etats en raison du principe de l'universalité de ses relations, mais qu'elle refusera un siège dans le seul organisme qui regroupe tous ses partenaires.

Il s'agit d'apprécier la réalité du risque d'isolement et ses conséquences. Il s'agit de réfléchir à la manière dont il faudra s'y préparer, le cas échéant. La question se pose aussi de savoir s'il faut courir ce risque pour obéir à des principes supérieurs. La question est enfin de savoir comment nous pourrions le mieux sauvegarder nos intérêts politiques et nos autres intérêts, soit en restant en dehors de l'Organisation, soit en agissant de l'intérieur. Où serons-nous le plus utile aux autres et aussi à nous-mêmes, bien sûr? Car enfin, je ne connais pas de responsable de la politique d'un Etat qui soit prêt à négliger les intérêts nationaux dont il assume la responsabilité pour s'envoler vers les nuées d'un univers idéal. Aucun Etat ne conduit sa politique étrangère en négligeant ses intérêts nationaux. Voilà de nouveau une question fondamentale qui devra être soumise à la Commission consultative, qui comprendra les représentants de toutes les tendances et de tous les milieux.

- 9 -

Je pense que pour apprécier ces conséquences, les membres de la commission devront tenir compte de notre aspect de l'universalité croissante qui caractérise les Nations Unies, non plus au plan politique ou géographique, mais au plan de leurs activités. Déjà en 1969 - le rapport en faisant foi - une tendance d'étendre le champ des activités de l'ONU et de ses institutions était évidente; cette tendance s'est renforcée encore depuis lors. Désormais, un très grand nombre d'objets est traité par l'Assemblée générale elle-même, non seulement des objets politiques, mais aussi économiques, juridiques, sociaux et culturels. Il devient assez artificiel de maintenir cette distinction entre l'ONU technique et l'ONU politique; je crois qu'il faut s'apprêter, petit à petit, à abandonner cet artifice. Désormais, l'ONU tend à former un tout et il deviendra de plus en plus difficile de faire valoir notre point de vue de l'extérieur.

Remarquez que, en dépit des difficultés que cela a comporté, il serait absolument excessif de prétendre que nous avons subi, parce que non-membres, des conséquences dommageables. Il n'empêche que nous ne participons déjà plus, ou plus guère, au développement du point international. En fait, il y a deux procédures : la première se déroule entièrement dans le cadre de l'ONU. Depuis quelques années, on y traite d'objets extrêmement importants qui nous concernent très directement et on les traite souvent en notre absence. Je pense, au droit spatial, au fond des mers, au traité de non-prolifération des armes atomiques, à l'interdiction des armes biologiques, à l'interdiction des armes spatiales. Nous sommes à l'écart et notre seule possibilité est, après coup, de signer ou de ne pas signer, de ratifier ou de ne pas ratifier; cette situation n'est pas très plaisante, vous en conviendrez.

- 10 -

Enfin, l'autre procédure subsiste encore, bon gré mal gré, et aboutit à des conférences diplomatiques convoquées par l'ONU. Ici, nous sommes naturellement exclus de la phase préparatoire, puisque nous ne sommes pas membres. Mais de plus en plus - et c'est là le phénomène nouveau - les matières qui étaient traitées autrefois par des conférences diplomatiques sont transférées à la sixième commission, voire même à l'Assemblée générale de l'ONU. A la sixième commission, nous occupons encore à titre provisoire un strapontin peu confortable. Il s'ensuit que, dans le domaine du droit international, où nous avons toujours jugé qu'il était utile que la voix de la Suisse puisse se faire entendre et où elle était entendue - il faut le dire en toute immodestie - nous devenons muets.

Il paraît évident que l'universalité géographique croissante ne peut qu'accentuer le phénomène que je viens de signaler. Beaucoup d'Etats bien disposés à notre égard commencent cependant à ne plus dissimuler leur agacement à nous voir prétendre participer à certaines activités de l'ONU mais refuser de nous occuper d'autres qui nous paraissent moins profitables.

Voilà les éléments d'appréciation nouveaux dont la commission consultative devra tenir compte et qu'il incombera d'apprécier le plus objectivement possible, sans aucun préjugé ni parti pris. Elle pourra se livrer à ce travail d'appréciation d'une façon d'autant plus sereine qu'il n'y a pas d'urgence. Il n'y a pas de doute que dans la conjoncture actuelle, le problème n'est pas vital pour notre pays.

Je crois enfin que ce qui est important c'est de voir l'ONU telle qu'elle est. Il est vain d'essayer de l'idéaliser, de même qu'il n'est pas juste de lui adresser des critiques excessives. Elle est ce qu'elle peut être. Elle est ce que la communauté des Nations lui permet d'être. Elle est un instrument et rien

- 11 -

d'autre, un instrument qui n'est pas fait pour produire des miracles, un instrument qui vaut ce que veulent ceux qui ont le pouvoir d'en disposer. Il est bien évident que l'ONU n'a jamais pu et ne s'est jamais imaginé pouvoir imposer sa volonté aux grandes puissances. Elle n'est pas une super-puissance qui peut contraindre les grands à s'entendre.

Il faut donc considérer l'ONU dans son ensemble, sans trop s'arrêter à tel succès ou tel échec. Bref, nous avons à rechercher ensemble, et en toute tranquillité d'esprit, la voie la plus favorable à nos intérêts permanents et à notre rayonnement international.

Monsieur Carruzzo:

Je vous recommande une large discussion sur le chapitre VI, car c'est lors de celle-ci que nous allons décider si nous prenons acte ou non du rapport du Conseil fédéral.

Herr Vontobel

möchte zum Kapitel III "Uebersicht über die wichtigsten Tätigkeiten der Vereinten Nationen" zwei Fragen stellen.

1. Wie steht es um die Haltung der Schweiz in bezug auf einen möglichen Ausschluss von Taiwan aus der Internationalen Fernmeldeunion (UIT)? Ist die Haltung der daran interessierten Kreise, namentlich des Politischen Departements und des Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartements sowie der Generaldirektion PTT, in Uebereinstimmung gebracht worden?

- 12 -

Es wird behauptet, dass die Schweiz für den Ausschluss von Nationalchina gestimmt habe, ohne dass vorher eine diesbezügliche Abstimmung mit der PTT erfolgt sei.

2. Laut einer Zeitungsnotiz vom 25.5.1972 wird im Zusammenhang mit der Veröffentlichung des Berichtes der Pearse-Kommission erwähnt, dass von afrikanischer Seite der Vorwurf erhoben werde, die Schweiz betreibe ungeachtet des von der UNO über Rhodesien verhängten Boykotts weiterhin einen schwungvollen Handel mit diesem Land. Die Schweiz trage, zusammen mit Portugal und Südafrika am meisten zur Durchbrechung des Boykotts von dritter Seite bei.

Monsieur Graber

répond à Monsieur Vontobel que son département donne son appréciation et ses instructions à toutes les délégations suisses nous représentant dans toutes les organisations et conférences internationales.

Pékin et Taïpeh ont toujours revendiqué le droit de représenter l'entier de la Chine. La Suisse ayant reconnu ce droit à Pékin, en 1950, et dès lors qu'un seul gouvernement pouvait être reconnu, l'attitude de nos délégations dans les institutions internationales ne présentait aucune difficulté.

Quant aux relations économiques avec la Rhodésie, le Conseil fédéral est attentif à ce que le courant normal ne soit pas dépassé. Des rapports réguliers sont publiés du reste à ce sujet. On peut ajouter que lors des récentes entrevues avec la délégation de l'OUA, à Berne, aucune critique n'a été adressée à notre pays à ce propos.

Herr Dürrenmatt:

Bei meinem Antrag handelt es sich im Grunde genommen um eine etwas modifizierte Schlussfolgerung zum Bericht des Bundesrates. Ich bin von der Ueberlegung ausgegangen, dass der Bericht zwar in bezug auf seinen Informationsgehalt vollständig ist, dass jedoch über das weitere Vorgehen eine gewisse Unsicherheit besteht. Man steht insbesondere vor dem Problem der Volksabstimmung, die eines Tages stattfinden muss. Bis heute ist der politisch günstige Moment für ihre Durchführung jedoch noch nicht eingetroffen.

Wie der Bundesrat bin ich der Ansicht, dass die bereits bestehenden Beziehungen zu den Spezialorganisationen der UNO ausgebaut werden sollten, um uns die Suche nach dem günstigen Zeitpunkt für den letzten grossen Schritt, nämlich den Beitritt, zu erleichtern.

Mein Vorschlag zielt deshalb auf eine Aktivierung unserer Aussenpolitik, wobei ich vom Grundsatz der Neutralität als eine der Voraussetzungen für unsere staatliche Existenz ausgehe.

Mein dritter Einwand bezieht sich auf die Neutralitätspolitik. In ihrer Praxis liegen für uns die hauptsächlichsten Schwierigkeiten. Dabei muss beachtet werden, dass die Voraussetzungen für die Schweiz völlig anders sind als für andere Neutrale, wie etwa von Oesterreich.

Die ursprüngliche Aufgabe der Vereinten Nationen bestand darin, den Frieden unter den Völkern dieser Erde zu gewähren. In der Folge verlagerte sich ihre konstruktive Tätigkeit immer mehr auf die Förderung aller technischen Möglichkeiten im Zusammenleben der Völker. Im Zuge der internationalen Interdependenz können viele dieser technischen Aufgaben heute nicht mehr von einem einzelnen Staat allein gelöst werden. Als dritte wesentliche Tätigkeit der UNO kristallisierte sich im Laufe der Zeit die Aufgabe der Weiterentwicklung des Völkerrechts heraus. Diese Dreiteilung der Tätigkeit der UNO hat nicht, wie etwa gemeint wird, etwas Künstliches an sich. Sie ergibt sich vielmehr daraus, dass die Friedenserhaltung immer mehr in den Hintergrund gerückt ist. Als Beispiele seien nur das Versagen der UNO im indisch-pakistanischen Konflikt oder in Vietnam erwähnt. Im Mittelpunkt der Tätigkeit der Vereinten Nationen stehen heute eindeutig technische Aufgaben. In diesem Zusammenhang liegt das hauptsächlichste Interesse der Schweiz bei der Fortentwicklung des Völkerrechts. Hier liegt die schwache Stelle in unserer Politik gegenüber den Vereinten Nationen, weil wir in den entscheidenden Gremien immer mehr ausgeschlossen werden. Diese Tatsache steht für mich im Vordergrund. Wie bereits gesagt, soll die Mitarbeit der Schweiz an den technisch-organisatorischen Aufgaben der Vereinten Nationen gefördert werden. Die Schwierigkeit liegt jedoch darin, wie wir unsere politische Mitarbeit gestalten sollen.

Ich sehe (unter Bezugnahme auf Seite 48 des Berichtes) die Hauptschwierigkeit einer aktiven Teilnahme als Mitglied der UNO im ständigen Konflikt zwischen den Grundsätzen der Neutralität sowie der Notwendigkeit, eine Neutralitätspolitik zu führen einerseits, und den idealen Prinzipien der UNO andererseits.

Ich frage mich überdies, ob der Schweiz in konkreter Situation etwas anderes als Stimmenthaltung übrigbleibt.

Eine derartige konkrete Schwierigkeit hätte beispielsweise der Korea-Krieg hervorgerufen, ein Fall, in welchem die UNO neutraler Staaten bedurfte, um einen Konflikt klären zu können. Daneben sind die Fälle zu erwähnen, in denen entweder das Gerechtigkeitsprinzip der UNO versagte oder aber dasjenige der reinen Macht dominierte. Als Beispiele wären hier etwa die Suezkrise, die Kriege zwischen Israel und den arabischen Staaten oder der Einmarsch von Sowjettruppen in die Tschechoslowakei zu nennen. Alle diese Ereignisse hätten zu emotionalen Kundgebungen im Volke geführt, die jedoch die Neutralitätspolitik unserer Regierung nicht zu tangieren vermochten. Wäre jedoch die Schweiz Mitglied der UNO gewesen, so hätte das Volk erwartet, dass die Schweiz in der Generalversammlung der UNO in seinem Sinne Stellung beziehe; man kann sich leicht die heftige Diskussion im Lande vorstellen, wenn derartige Demarchen in New York dennoch ausgeblieben wären, was zweifellos der Staatsräson entsprochen haben würde.

Schliesslich ist auch nicht ersichtlich, wie die Schweiz als UNO-Mitglied zum indo-pakistanischen Konflikt hätte Stellung beziehen müssen. Eine Stimmenthaltung wäre von Indien bereits als eine gegnerische Position ausgelegt worden.

Anders verhält sich die Sachlage für Schweden und Oesterreich. So bedeutet die schwedische Neutralitätskonzeption Bündnisfreiheit mit dem Ziel der Neutralität. Schweden kennt auch keinen eigentlichen Unterschied zwischen Staats- und Volksmeinung, während die oesterreichische Regierung kaum mit einer engagierten Volksmeinung zu rechnen hat.

Zu meinem Antrag:* Ich beabsichtige damit eine Durchbrechung des fatalistisch anmutenden Kreises. Es sollte der Versuch gewagt werden, eine Verbindung vom Status quo unserer Gegebenheiten zur UNO zu institutionalisieren. Dieses Vorgehen hätte auf Basis der Neutralität und nicht etwa auf den Sonderfall Schweiz zu beruhen, m.a.W. hätte die Schweiz auch eigene Leistungen anzubieten.

Mit der Befristung des Vorschlags solle gezeigt werden, dass die Schweiz keine Extratour beanspruche, sondern vielmehr ein schrittweises Vorgehen, inspiriert am Beispiel der Annäherung an die EWG, befürworte. Es wird sich nach 10 Jahren erweisen, ob der eingeschlagene Weg als konstruktiv bezeichnet werden könne oder nicht.

Der erste Teil des Vorschlages impliziert eine ausschliessliche Anerkennung der schweizerischen Neutralität durch die UNO (Verweis auf S. 51 des Berichtes: Gleiche Ziele der UNO als auch der schweizerischen Neutralität). Der zweite Teil dagegen stipuliert für unser Land eine Verpflichtung.

Zu den Erfolgsaussichten einer derartigen Demarche: Sicherlich wird sich ein Weg finden lassen; Oesterreich beispielsweise ist auch als Vollmitglied aufgenommen worden, obwohl die UNO-Charta neutralen Staaten diese Möglichkeit nicht gewährt.

Die Schweiz könnte mit diesem Vorstoss ihre UNO-Politik aktivieren und gleichzeitig auch über eine politische Frage eine Volksabstimmung herbeiführen, deren negatives Ergebnis nicht so blamabel wäre wie ein Nein zum Beitritt.

Im folgenden möchte ich zwei Hauptschwierigkeiten skizzieren:

- Die erste liegt bei uns, d.h. unserer Entschlossenheit zum vorgeschlagenen Schritt. Denn ein halbherziger Vorstoss, unternommen ohne Ueberzeugung, wäre sinnlos.
- Die zweite ist demgegenüber beim Ausland, insbesondere den andern Neutralen zu finden, welche die schweizerische Initiative als unangebrachte Sondertour missverstehen könnten.

* Vgl. Anhang I

Aufgrund eines Gesprächs mit Herrn Professor Jacques Freymond, Genf, bin ich dazu gelangt, folgende Modifikation meines Vorschlages in Erwägung zu ziehen:

Sollte er in der Kommission eine positive Aufnahme finden, so wäre er von ihr nicht dem Nationalrat, sondern dem Bundesrat zu unterbreiten.

Monsieur Carruzzo:

Nous devons débattre quant à la forme de la proposition de Monsieur Dürrenmatt. Le premier alinéa est une proposition qui peut se juxtaposer avec celle du Conseil fédéral. Le deuxième peut être considéré comme un postulat. D'autre part, j'ai aussi reçu une proposition de Monsieur Renschler.

Herr Renschler:

Bei der Behandlung des Berichts von 1969 wurde bei der Frage, wie die Information über die Vereinten Nationen intensiviert werden könnte, von (a.) Nationalrat Max Weber der Vorschlag unterbreitet, eine populäre Schrift über die UNO herauszugeben. In der Zwischenzeit ist von Hans Haug ein Buch, betitelt "Das Verhältnis der Schweiz zu den Vereinten Nationen", herausgekommen. Ist das nun die damals in Aussicht gestellte Schrift? Zwar ist das Buch von Haug für denjenigen, der sich ernsthaft mit dem Thema beschäftigt, hoch interessant, aber es eignet sich nicht für eine Verbreitung in weiten Bevölkerungskreisen. Ist die ursprüngliche und löbliche Absicht, eine populäre Schrift über die UNO herauszugeben, fallen gelassen worden? Im übrigen würde mich interessieren, ob sich der Bund finanziell am Band von Haug beteiligt hat.

Diesmal sind die Schlussfolgerungen weniger gegensätzlich zum Bericht als solchem ausgefallen als das erste Mal. Zwar ist nach wie vor eine gewisse Vorsicht zu verspüren, die jedoch im Hinblick auf die öffentliche Meinung verständlich erscheinen mag. Ich begrüße den Vorschlag, eine Konsultativkommission ad-hoc einzusetzen, damit möglichst viele Kreise unserer Bevölkerung zum Problem unserer Beziehungen zur UNO sich äussern können.

- 18 -

Der Antrag von Herrn Dürrenmatt ist grundsätzlich abzulehnen, denn er ist z.T. geradezu unverständlich. Im Grunde genommen will er nichts anderes, als die Schweiz zu dem Sonderfall in der Welt zu stempeln. Ist es ^{nicht} recht überheblich, wenn wir meinen, unsere Neutralität sei von derartiger Bedeutung, dass sogar die UNO uns ein Sonderstatut zugestehen würde? Abgesehen davon wären die Auswirkungen auf die andern Neutralen in Betracht zu ziehen, käme doch das einer Diskreditierung etwa der österreichischen Neutralität gleich. Das würde unserer Politik der guten Nachbarschaft ins Gesicht schlagen und entspräche auch nicht unserer Auffassung von Neutralität. Die Erwartung, die UNO werde möglicherweise eine einseitige Erklärung abgeben, scheint mir gelinde gesagt utopisch. Eine derartige Erklärung wäre von den Vereinten Nationen nicht einmal bei einem Vollbeitritt zu erhalten.

In der Charta der Vereinten Nationen ist die Form einer Assoziierung nicht vorgesehen. Es besteht auch gar keine Veranlassung zu einer solchen Sonderregelung, die UNO tritt schliesslich nicht der Schweiz bei. Wenn etwa von der Möglichkeit gesprochen wird, eine ähnliche Stellung für die Schweiz anzustreben, wie anfänglich beim Europarat, so finde ich das einfach lächerlich. Ein ähnlich unklarer Status auch bei der UNO anzustreben - über die Unerfreulichkeit einer solchen Situation können Ihnen ehemalige Mitglieder des Europarates aus dieser Zeit Auskunft geben -, wäre eine Verschwendung von Geld. Die Befürchtung, dass die Behandlung politischer Fragen uns in eine unangenehme Lage bringen könnte, teile ich nicht. So nehmen die Mitglieder der Schweizer Parlamentarier-Delegation beim Europarat teils recht pointiert zu allen politischen Fragen Stellung. Dabei wurde uns höchst selten von andern Mitgliedern ein Hinweis auf unsere Neutralitätspflicht gegeben. Im übrigen ziehen wir bereits heute die politischen Beschlüsse der UNO nach, ich verweise in diesem Zusammenhang nur auf das Rhodesien Embargo. Hier sollten wir doch lieber dabei sein, damit wir bei der Gestaltung solcher Beschlüsse auch mitreden können.

Herr Dürrenmatt hat mit Recht Gewicht auf unsere Tätigkeit in den Spezialorganisationen gelegt. Um diese auszugestalten, ist jedoch nicht eine Assoziation nötig, sondern ein Mitspracherecht in den politischen Gremien der UNO, wo die Rahmenprogramme und die grundsätzliche Tätigkeit abgesprochen werden. Dieses Mitspracherecht bei der Konzeption der Programme der Spezialorganisationen erhalten wir nur bei einer Vollmitgliedschaft.

Obwohl Herr Dürrenmatt in seinem Vorschlag unsere Assoziation zeitlich befristet, stellt er eine Volksabstimmung in Aussicht. Das kommt einer Aushöhlung unseres Referendumsrechts gegen Staatsverträge dar. Bereits die in Aussicht genommene Abstimmung über unseren Vertrag mit den Europäischen Gemeinschaften stellt in dieser Hinsicht einen nicht gerade glücklichen Präzedenzfall dar. Hier soll nun wieder eine Ausnahme aus politisch motivierten Gründen gemacht werden. Dies halte ich nicht für unbedenklich. Im übrigen dürfte eine Abstimmung über einen derartigen Assoziationsbeitritt kaum mehr Chancen haben als ein Vollbeitritt, da die vorgesehene Form eine undefinierbare Zwischenlösung darstellt.

Zu meinem Antrag*: Meiner Ansicht nach soll sich der Nationalrat deutlich über die Haltung unseres Landes zur UNO äussern. Man kann nicht dauernd von einer Verbesserung der Information sprechen, wenn die politisch entscheidenden Gremien selber nicht klar Stellung beziehen. Es handelt sich bei meinem Antrag lediglich um eine Willenskundgebung, die den Bundesrat nicht oder höchstens moralisch verpflichtet. Es wird dadurch auch keine Differenz zur kleinen Kammer geschaffen, da einem solchen Beschluss nicht Gesetzescharakter zukommt. Der Antrag stellt übrigens kein Novum dar, ich habe einen ähnlichen Vorschlag schon 1969 unterbreitet. 1969 wurde nach hartnäckigen Auseinandersetzungen auf das Einbringen von Zusatzanträgen verzichtet; heute werde ich, falls die Kommission mir nicht folgen sollte, meinen An-

* Vgl. Anhang II

- 20 -

trag auf jeden Fall im Rate aufrechterhalten. Denn Leisetretereil lohnt sich gerade in dieser Frage nicht. Es ist auch für die UNO gut zu wissen, dass es bei uns keine einheitliche Meinung gibt.

Herr Schaller:

Der vorliegende Bericht bringt gegenüber der ersten Auflage bedeutende Fortschritte. Die positiven Vorhaben des Bundesrates werden klar zum Ausdruck gebracht: Verbesserung der Information sowie Einsetzung einer beratenden Kommission, wobei ich annehme, dass die Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten der eidg. Räte entsprechend berücksichtigt werden. Der Antrag des Bundesrates, vom vorliegenden Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen, ist sowohl dem Antrag Dürrenmatt wie auch dem Antrag Renschler vorzuziehen.

Beim Antrag Renschler gefällt mir nicht, dass ein anderer Terminus für die Wahrung der Neutralität verwendet wird, als dies im Bericht des Bundesrates der Fall ist. Der Begriff "Neutralitätsstatut" ist in staatsrechtlicher Hinsicht nirgends definiert. Auch der Formulierung, dass der Beitritt in absehbarer Zeit erfolgen solle, kann ich nicht zustimmen.

Im Antrag Dürrenmatt steckt sicher ein guter Gedanke, doch ist er in der vorgeschlagenen Form kaum realisierbar. Immerhin könnte bei den wichtigsten Mitgliedstaaten der UNO einmal sondiert werden, wie es um die Chancen einer Realisierung steht. Dabei braucht jedoch das Wort Neutralität nicht unbedingt erwähnt zu werden; wenn ich richtig orientiert bin, wurde seinerzeit bei unserem Beitritt zum Völkerbund die Formel verwendet, wir brauchten an Kriegen nicht teilzunehmen. Sondierungen haben nur dann einen Sinn, wenn abgeklärt werden soll, wie eine entsprechende Formulierung allenfalls lauten könnte, unter der uns die UNO aufnehmen würde.

Herr Hürlimann

möchte wie seine Vorredner für den ausgezeichneten Bericht danken. Ich möchte zwar der Analyse von Herrn Dürrenmatt in bezug auf die Schwierigkeiten in neutralitätspolitischer Hinsicht zustimmen, doch halte ich den von ihm vorgeschlagenen Weg für nicht gangbar; hier liegt doch eine Ueberschätzung unserer Rolle in der Welt vor. Denn in diesem Fall müssten doch die andern Staaten unsere Position, so wie wir sie sehen, anerkennen. Es ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die UNO nun beinahe die Universalität erreicht hat, ohne dass derartige Konzessionen, wie sie Herr Dürrenmatt vorsieht, gemacht werden mussten. Mit den vorgeschlagenen Demarchen laufen wir Gefahr, eine Schwächung unserer Position zu bewirken, u.a. wenn wir eine Abfuhr erleiden sollten: Früher oder später würde ein solcher Schritt auf jeden Fall in der Oeffentlichkeit bekannt, was eine Demütigung und Herabwürdigung unseres Landes auf dem internationalen Parkett zur Folge hätte.

Aehnliche Bedenken hege ich auch gegenüber dem Antrag Renschler, der über eine platonische Erklärung nicht hinausgeht. Hat es wirklich einen Sinn, eine Ablehnung einer solchen Erklärung zu provozieren? Das käme doch einer Paralyisierung der Bemühungen des Bundesrates gleich, die Oeffentlichkeit schrittweise auf einen Beitritt vorzubereiten. Auch würde eine Differenz zum Ständerat, die bestimmt in diese Erklärung hineininterpretiert würde, der Sache eher schaden. Mir scheint es deshalb am klügsten, dem Antrag des Bundesrates zu folgen.

Herr Vontobel

würdigt den Bericht ebenfalls äusserst positiv. Ich bin für einen Beitritt der Schweiz zur UNO, falls gewisse Bedingungen erfüllt sein würden.

- 22 -

Ich möchte an die Schlussfolgerung der "Bürgenstock-Sitzung" erinnern, wonach die Schweiz bei den Grossmächten auf diplomatischem Wege die Reaktionen auf die Frage sondieren sollte, ob sie von der Mitwirkung bei UNO-Sanktionen, insbesondere militärischer Natur, aufgrund ihrer Neutralität entbunden werden könnte, ohne dass hierzu ein spezieller Generalversammlungsbeschluss erforderlich wäre. Die Kommissionsmitglieder gelangten auf dem Bürgenstock zum Schluss, dass ein Beitritt zu befürworten wäre, falls diese Frage positiv beantwortet würde. Es wurde in diesem Zusammenhang die Befürchtung geäußert, dass in einer ausdrücklichen Neutralitätserklärung der Generalversammlung zugunsten der Schweiz eine Diskriminierung derjenigen Neutralen, die UNO-Mitglieder sind, erblickt werden könnte, weshalb von einem derartigen Ansinnen seitens der Schweiz eher abzusehen sei. Ich vertrete auch heute noch diese Auffassung. Zugleich möchte ich über das Ergebnis der seinerzeit angeregten Sondierungen, die in der Zwischenzeit durch die schweizerische Diplomatie wohl unternommen worden seien, Aufschluss erhalten. Insbesondere würde mich interessieren, ob die Meinung zutrifft, dass gewisse Staaten von allfälligen militärischen Sanktionen der UNO entlastet werden können.

Bezüglich des Vorgehens bekunde ich einige Mühe, dem Antrag Dürrenmatt zu folgen. Die seinerzeit auf dem Bürgenstock getroffenen Schlussfolgerungen würden damit in andere Wege geleitet. Ein möglicher Beitritt ist einem Assoziationsvertrag vorzuziehen, zumal das Volk in einer Abstimmung nicht zwischen Beitritt und Assoziation differenzieren würde. Bei aller Anerkennung der löblichen Absicht, die dem Antrag Dürrenmatt zu Gevatter steht, ist dieser dennoch abzulehnen.

Zum Votum von Herrn Renschler: Effektiv müsste heute die Frage gestellt werden, wie weit die Anstrengungen zur Information des Volkes geschehen sind. Dem von Herrn Prof. Haug verfassten Buch über "Das Verhältnis der Schweiz zu den Vereinten Nationen" kann der Charakter einer Populärschrift nicht zuerkannt werden.

Zum Antrag Renschler: Es ist Herrn Renschler wohl darum zu tun, eine konkrete Willenskundgebung des Rates herbeizuführen. Eine zustimmende Kenntnisnahme des Nationalrates zum bundesrätlichen Bericht ist sicherlich nicht von Nachteil. Allerdings wäre es wünschenswert, die Terminologie des Bundesrates in den Antrag Renschler zu übernehmen. Ein entsprechender Beschluss des Nationalrates würde über die zustimmende Kenntnisnahme hinausgehen. In diesem Sinne beantrage ich, meinen Kompromissvorschlag ebenfalls zu prüfen.

Herr Gerwig

möchte sich der positiven Würdigung des Berichts anschliessen. Der Bundesrat könnte sich bestimmt dem allenfalls modifizierten Antrag Renschler anschliessen, stellt er doch selbst in den Richtlinien zur Regierungspolitik für die kommenden Jahre eine diesbezügliche Botschaft in Aussicht. Vor einer Debatte im Rat brauchen wir keine Angst zu haben, im Gegenteil, sie könnte mitwirken, den Informationsstand im Volk zu heben.

Dem Antrag von Herrn Dürrenmatt ist in keiner Weise Folge zu leisten. Ich glaube nicht, dass Prof. Freymond ihm in dieser Form auch zustimmen würde. Der Sonderfall Schweiz ist vorbei; spielen wir ihn weiterhin hoch, so schadet das entscheidend dem Image unseres Landes. Herr Renschler hat im übrigen die Argumente, die gegen den Antrag Dürrenmatt vorgebracht werden könnten, ausgezeichnet dargelegt. Eine Ablehnung des Vorschlages von Herrn Dürrenmatt im Volk hätte gravierende Konsequenzen. Das einzige, was wir tun können, ist bei einem Beitritt eine einseitige Neutralitätserklärung abzugeben, die dann eventuell von der UNO angenommen werden wird. Ich stimme dem Bericht zu, werde aber den Antrag Renschler unterstützen.

Herr Tschäppät:

Wir müssen uns klar sein darüber, was wir eigentlich wollen: einen Vollbeitritt, eine Assoziation oder weiterhin abseits stehen. Eine Zwischenstufe ist meiner Meinung nach nicht richtig, man muss sich grundsätzlich für die eine oder andere Variante entscheiden. Ist die allgemeine Richtung festgelegt, so gilt es abzuklären, was im Hinblick auf unsere aussenpolitische Tradition und besonders auf unsere Neutralität möglich ist. Verschiedene Kontakte mit Regierungsmitgliedern und Diplomaten verschiedener Staaten haben mir gezeigt, dass eine ausdrückliche Anerkennung unserer Neutralität seitens der UNO nicht zu erwarten ist.

In bezug auf den Vergleich mit der Neutralität Oesterreichs möchte ich Herrn Dürrenmatt zu bedenken geben, dass gerade für Oesterreich die schweizerische Neutralität Vorbild ist, doch kann ihr unser östlicher Nachbar aus verschiedenen Gründen nicht ganz folgen. Zwar wird unsere Neutralität etwa von China oder von anderen blockfreien Staaten durchaus positiv bewertet, aber das will noch nicht heissen, dass man einem Sonderstatut zustimmen würde.

Eine Generaldebatte in den Räten kann in ihrer Wirkung positiv oder negativ ausfallen. In absehbarer Zeit wird sich die Frage des Beitritts der beiden Deutschlands sowie weiterer geteilter Staaten stellen. Meiner Meinung nach wäre das der psychologisch günstigste Zeitpunkt für eine grundsätzliche Debatte im Parlament über unsere zukünftigen Beziehungen zu den Vereinten Nationen. Ich lehne den Antrag Dürrenmatt ab und werde für den modifizierten Antrag Renschler stimmen.

Herr Vollenweider

möchte sich dem Dank seiner Vorredner für den ausgezeichneten Bericht anschliessen. Ich habe Bedenken gegen den Antrag Renschler; eine Generaldebatte im heutigen Zeitpunkt würde sich eher negativ auswirken. Könnten nicht gerade zum jetzigen Zeitpunkt die schwachen Seiten der UNO, nämlich ihr Versagen in politischen Angelegenheiten, allzu sehr

- 25 -

in den Vordergrund gerückt werden? Ich glaube, wir würden dadurch eher eine Verzögerung als eine Beschleunigung unseres Annäherungsprozesses an die UNO erreichen.

Der Antrag von Herrn Dürrenmatt enthält viel Positives, doch ist er in dieser Form nicht durchführbar. Ich werde dem Antrag des Bundesrates zustimmen.

Herr Freiburghaus

bedankt die Ausführungen von Herrn Bundesrat Graber, aus denen der Wille hervorgeht, alle entscheidenden Fragen dem Volk zum Entscheid vorzulegen. Mit der im Bericht zum Ausdruck gelangenden Lagebeurteilung erkläre ich mich einverstanden.

Ich lehne den Antrag Renschler ab, da das Volk noch nicht in der Lage ist, die Beitrittsfrage zu entscheiden. Es geht jetzt vor allem darum, das Volk über den EWG-Vertrag abstimmen zu lassen, auch aus diesem Grunde ist eine Abstimmung über den UNO-Beitritt verfrüht. Der Bericht des Bundesrates stellt ein geeignetes Mittel dar, eine konstruktive Diskussion im Volke einzuleiten. Dabei kann die Frage, ob sämtliche Staaten den Vereinten Nationen als Mitglieder angehören werden, nicht als entscheidendes Kriterium für den eigenen Beitritt gewertet werden.

Mit der Lagebeurteilung von Herrn Tschäppät bin ich nicht einverstanden. Die Schweiz steht heute nicht vor einer Situation des Entweder-Oder, eine abrupte Kehrtwendung in unserer Neutralitätspolitik kann nicht in Betracht gezogen werden.

Herr Vontobel

glaubt, dass eine Generaldebatte auf keinen Fall zu vermeiden sein wird. Die Stellung des einzelnen Ratsmitgliedes zum Bericht des Bundesrates wird unterschiedlich sein, je nach dem, wie man sich grundsätzlich zur UNO stellt. Der Antrag von Nationalrat Renschler brächte lediglich eine positive Willensäusserung des Nationalrates zum Ausdruck. Ich sehe keine Differenz zum Inhalt des Berichts:

- 26 -

Stimmt man nämlich den Ausführungen des Bundesrates zu, kommt das im Prinzip einer Zustimmung für einen Beitritt zur UNO gleich.

Folgender Gesichtspunkt wäre in diesem Zusammenhang zu beachten: Die Grundlage für die Information der Öffentlichkeit bilden doch Berichte des Bundesrates und Debatten im Parlament. Im Anschluss an wichtige Ratsgeschäfte gibt es Diskussionen im Radio und Fernsehen, womit mit einer Generaldebatte - auch zum Thema Schweiz-UNO - wesentliches zur Aufklärung des Volkes beigetragen würde.

Monsieur Kohler:

Ce rapport est très riche et je crois que nous pouvons en être satisfaits. Il nous montre tous les espoirs que nous pouvons avoir dans l'ONU. Notre neutralité ne saurait nous empêcher d'y participer et s'il y a concert des nations, du point de vue suisse il doit y avoir une entente. Les Nations Unies ont beaucoup évolué en ce qui concerne la question de la neutralité et nos idées doivent faire de même.

Il est dit, dans ce rapport, que nous devons donner priorité aux communautés européennes, il s'agit donc de plusieurs communautés. Je suis persuadé que le Conseil fédéral définira ces priorités.

Concernant les propositions Dürrenmatt et Renschler, elles sont recouvertes par le rapport du Conseil fédéral et je ne pense pas qu'un débat fleuve devant le Conseil national serait utile, si bien que les conclusions du Conseil fédéral devraient être adoptées.

Herr Dürrenmatt

dankt für die Ausführungen zu seinem Vorschlag, die für mich einem Test über die Beurteilung unserer aktiven Tätigkeit gleichkamen. Die Betrachtungsweise des Problems ist allerdings zwischen Herrn Renschler und mir fundamental verschieden: Herr Renschler leidet an der Neutralität, ich nicht. Prof. Freymond hat in gründlichen Diskussionen zu meinem Projekt Stellung genommen. Ich bin bereit, meinen Antrag ge-

- 27 -

mäss den Vorschlägen von Herrn Schaller zu modifizieren, so dass lediglich ein kommissionsinterner Auftrag an den Bundesrat besteht, in der von mir vorgeschlagenen Richtung zu sondieren.

Die bisherige Diskussion zeigte gewisse Widersprüche; einerseits wird der Vorwurf der Neutralitätsüberheblichkeit und damit der Ueberschätzung unserer Position erhoben, gleichzeitig wird jedoch der Wunsch ausgedrückt, der UNO beizutreten, um unseren Einfluss geltend zu machen. Unser bisheriger aussenpolitischer Einfluss beruht aber auf der Neutralität. Mein Antrag versucht, diese beiden Fakten - nämlich Neutralität und Beitritt zur UNO - zu vereinen.

Mein Antrag lautet demnach, die Kommission für auswärtige Angelegenheiten beauftragt den Bundesrat, im Sinne meines Antrags zu sondieren und gegebenenfalls der Kommission einen Bericht über die Ergebnisse zu erstatten.

Monsieur Carruzzo:

La proposition de Monsieur Dürrenmatt est transformée en proposition de la commission au Conseil fédéral.

Herr Renschler

möchte betonen, dass ich die Neutralität genau so hoch achte wie Herr Dürrenmatt. Doch bin ich nicht der Auffassung, dass die Stellung der Schweiz ausschliesslich der Neutralität zu verdanken ist. Unsere Position im Konzert der Völker beruht vor allem darauf, dass wir ein Kleinstaat ohne machtpolitische Ambitionen sind, und dass wir in internationalen Organisationen seriöse Arbeit leisten. Aus diesem Grunde müssen wir, gleich wie jedes andere Land, als gleichberechtigtes Mitglied den Vereinten Nationen beitreten. Was meinen Antrag betrifft, so bin ich mit den von Herrn Vontobel vorgeschlagenen Aenderung einverstanden.

- 28 -

Herr Hürlimann

macht darauf aufmerksam, dass diese Formulierung einer Abschwächung des ersten Satzes gleichkommt. Um eine Tautologie, die den ersten Hauptsatz abwertet, zu vermeiden, sollte es heissen: "... insbesondere bekräftigt er ...".

Herr Renschler

stimmt Herrn Hürlimann zu; wenn man den Bundesrat so interpretieren kann, dass ein Beitritt ohnehin geplant ist, bin ich mit diesem Änderungsantrag einverstanden.

Monsieur Graber

remercie les membres de la commission pour leurs observations, leurs questions et le niveau élevé du débat.

A Monsieur Renschler

Il répond que le financement du livre du professeur Haug a été assuré en partie / par l'association suisse de politique étrangère et en partie par le département politique. Ce livre s'adresse toutefois à un public limité et l'on n'attendait pas au départ un ouvrage aussi important. Une publication plus populaire est d'ores et déjà prévue.

A Monsieur Kohler

Si on a parlé des communautés européennes, c'est qu'il en existe plusieurs. En plus du Marché commun, l'Euratom, par exemple, et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), etc.

A Monsieur Vontobel

Les Etats membres ne sont pas tenus de participer à des sanctions; l'ONU peut les en dispenser, qu'elles soient militaires ou non. En ce qui concerne les sondages qui devaient être entrepris par notre appareil diplomatique, nous y avons renoncé après réflexion. Nous sommes absolument convaincus que nous avons un intérêt majeur à définir nous-mêmes notre politique de neutralité, ses obligations et ses limites, en toute autonomie.

- 29 -

A Monsieur Schaller

Si l'on relit attentivement la formule adoptée en février 1920 par la SDN, on constate qu'en réalité ce compromis ne paraît pas favorable et qu'il est infiniment préférable de déclarer **sans** ambages que nous entendons rester maîtres de notre neutralité.

L'idée de Monsieur Dürrenmatt a des aspects séduisants. Dès que le rapport aura été approuvé, la commission consultative aura à examiner toutes les solutions théoriquement concevables, dont celle de Monsieur Dürrenmatt. Cependant, il faut remarquer que la Charte ne connaît ni association, ni statut consultatif, ni adhésion avec réserve et que dès lors sur le plan juridique, cette proposition est incompatible avec la Charte. Il est hautement improbable que les membres de l'ONU nous consentent expressément un statut spécial, qui ferait de notre pays un membre de second rang, peu compatible avec la situation de notre pays dans le monde. C'est pour cela que nous n'avons pas voulu entrer dans la voie de l'association en ce qui concerne le Marché commun.

De facto, notre pays jouit déjà d'une manière de statut d'association du type préconisé par Monsieur Dürrenmatt et nous recourons déjà aux moyens qu'il suggère pour accroître notre coopération. Mais je suis convaincu qu'il est plus sage pour nous d'améliorer notre position politique par notre propre volonté et nos propres forces.

J'ajoute que la position, que le prestige dont nous jouissons dans le monde ne résultent pas tellement et pas seulement de notre politique de neutralité. Il ne faut pas exagérer l'importance de ce facteur; à titre d'exemple, lors de l'affaire indo-pakistanaise, nous savons qu'un de ces deux pays avait pensé à un Etat non-neutre. Notre réputation, nous la devons aussi au sérieux de notre

- 30 -

industrie, à la qualité de notre travail, y compris en matière de bons offices, souvent à notre désintéressement, sans parler du fait que nous sommes sans tache en matière de colonialisme.

Monsieur Dürrenmatt a parlé des difficultés que nous aurions rencontrées dans certaines affaires si nous avions adhéré à l'ONU. Ces difficultés, nous les rencontrons déjà constamment. Dans les cas de Suez, de Prague, etc., il est évident que nous ne pouvons écouter la voix populaire et la situation ne changerait guère du fait d'une adhésion aux Nations Unies. Le rapport de 1969 attirait déjà l'attention sur ce problème.

Concernant la proposition Renschler, Monsieur Graber désirerait beaucoup qu'elle subisse un sort semblable à la proposition Dürrenmatt, c'est-à-dire qu'elle soit transformée en proposition de la Commission à l'adresse du Conseil fédéral. Si l'on approuve la constitution d'une commission consultative, il serait malheureux qu'elle fût liée par le Conseil national s'exprimant sur la question de l'adhésion avant même qu'elle ait commencé ses travaux.

Il faut rappeler que le rapport du Conseil fédéral a déjà été examiné par le Conseil des Etats. Le débat fut très positif et il est à souhaiter que le débat devant le Conseil national soit d'un niveau aussi satisfaisant, avec un résultat aussi favorable à la cause de l'ONU.

Dans le cas d'une votation et d'un échec de la proposition Renschler, nous ferions un pas en arrière.

- 30 a -

Nous avons des raisons supplémentaires d'être patients. D'autres échéances vont se présenter. Pensez-vous que ce serait de bonne politique que de tenter d'arracher à la baïonnette différentes décisions importantes? Il y a 990 chances sur 1000 pour que le peuple se prononce à la fin de l'année sur l'accord de Bruxelles. Cette votation n'est pas sans périls. Il serait très malhabile, avant cette échéance, de chercher à précipiter l'adhésion à l'ONU. Un tel geste pourrait avoir un effet négatif sur la décision concernant Bruxelles. D'autre part, le Conseil fédéral présentera l'année prochaine un projet de loi pour l'aide au développement, ce qui est encore une autre échéance très dure. Il faut prendre garde de ne pas apporter de l'eau au moulin des adversaires.

Ces préoccupations évidentes devraient inciter Monsieur Renschler à retirer sa proposition. La solution qui a été employée en 1969 paraît la meilleure. Monsieur Spühler à l'époque avait été très satisfait que l'on recoure au communiqué pour manifester les sentiments de la Commission, favorables à une adhésion relativement prochaine. Il serait peut-être sage de recourir à la même méthode aujourd'hui.

Herr Renschler

versteht die Bedenken von Herrn Bundesrat Graber, kann sich aber diesmal nicht überzeugen lassen. Gerade das Beispiel der Diskussion um die Regelung unserer Beziehungen zur EWG bestärkt mich in meinem Vorhaben auf eine klare Willensäusserung; wir wissen heute noch nicht, wie die Meinung des Volkes in bezug auf Brüssel liegt. Mit meinem Antrag wird es möglich, die Diskussion in einer breiten Öffentlichkeit anzufachen. Ich möchte vermeiden, dass wir anlässlich eines UNO-Beitritts in eine gleiche Situation geraten, wie bei der Regelung unserer Beziehungen zu den Europäischen Gemeinschaften. Im übrigen ist mein Antrag bereits ein Kompromiss, denn nach meinen Intentionen

- 31 -

sollte man eigentlich vom Bericht keine Kenntnis nehmen, sondern einen sofortigen Beitritt zur UNO verlangen. Doch gebe ich zu, dass dadurch unter Umständen eine heikle Situation heraufbeschworen würde.

Herr Schaller:

Der Ständerat hat nach Antrag des Bundesrates beschlossen. Stimmen wir dem Antrag Renschler zu, so entsteht zwar nicht rechtlich, aber doch praktisch eine politische Differenz. Die Presse wird dieses Faktum ausschlichten, was gegenüber dem Ausland unsere Stellung schwächen könnte. Deshalb wende ich mich gegen den Antrag Renschler.

Herr Hürlimann:

Mit einem solchen Antrag erweist Herr Renschler seiner Sache einen Bärendienst. Die gewünschte Willenskundgebung kann ja von der Kommission aus an den Bundesrat gerichtet werden.

Monsieur Carruzzo:

Je suis profondément partisan de l'adhésion de la Suisse à l'ONU, mais je ne voterai pas pour la proposition Renschler, il ne faut pas forcer une porte qui risque de se refermer pour longtemps.

Nous allons passer au vote, soit de prendre acte du rapport du Conseil fédéral ou d'accepter la proposition Renschler.

Proposition du Conseil fédéral (prendre acte) :	8 voix
Proposition Renschler :	5 voix

Deuxième votation

Proposition Dürrenmatt :	1 voix
Proposition contraire :	7 voix

Ainsi décidé:

Prendre acte du rapport du Conseil fédéral

Rapporteurs: Messieurs Carruzzo, président, et Gut.

- 32 -

Herr Dürrenmatt

wird sich im Rat bei der Abstimmung über die Zustimmung zum Bericht der Stimme enthalten.

Herr Renschler:

Mein Antrag wird als Minderheitsantrag der Herren Renschler, Baechtold, Gerwig, Tschäppät und Vontobel aufrechterhalten.

II. 11289 é Mission diplomatique au Bangla Desh. Création

Monsieur Carruzzo

salue l'Ambassadeur Janner et lui donne la parole.

Herr Janner:

Die Botschaft ist explizit, ich kann darauf verzichten, sie erläutern zu müssen. In der Meinung, dass die Entstehung neuer Staaten immer seltener werden wird, ist kein Begehren um eine Sonderermächtigung gestellt worden.

Wir werden erst ab September zur eigentlichen Errichtung der diplomatischen Vertretung schreiten können. Bangla Desh stellt grosse Erwartungen, vermutlich zu grosse, in diese Beziehung zu unserem Land und würde es schwer begreifen können, wenn wir bis zum Herbst nichts unternähmen. Aus diesem Grund hat der Bundesrat beschlossen, mit Dacca die diplomatischen Beziehungen aufzunehmen; er hat zu diesem Zwecke sein Agrément für den in Bonn residierenden Botschafter von Bangla Desh, der auch in Bern akkreditiert sein wird, bereits erteilt. Unsererseits ist der Botschafter in Malaysia, Herr Theodor Schmidlin, auch zum diplomatischen Vertreter der Schweiz in Bangla Desh ernannt worden. Er wird seinen Sitz in Kuala Lumpur beibehalten und in Dacca durch einen Geschäftsträger ad interim vertreten sein. Auf unseren Vertreter in Kuala Lumpur ist die Wahl deshalb gefallen, weil der schweizerische Botschafter in New Delhi (abgesehen von der Tatsache, dass Indien für

- 33 -

Dacca etwas zu nahe gelegen sein könnte) bereits alle Hände voll zu tun hat, was für den Botschafter in Malaysia nicht zutrifft. Das Agrément für Herrn Schmidlin steht z.Z. noch aus. Es ist vorgesehen, dass er sich in etwa 6-8 Wochen nach Dacca begeben wird, für die Zwischenzeit ist als schweizerischer Delegierter "sur place" Herr Generalkonsul Rist bestimmt worden.

Das Agrément für Herrn Botschafter Schmidlin wird unsererseits erst publiziert werden, wenn auch die auswärtige Kommission des Ständesrates hievon Kenntnis genommen hat.

Monsieur Carruzzo:

Entrée en matière	:	adoptée
Titre et préambule	:	adoptés
Article premier	:	adopté
Article 2	:	adopté
Vote sur l'ensemble	:	unanimité
Rapport écrit	:	accepté

III. Projet de règlement interne

Monsieur Carruzzo:

C'est le 15 octobre 1971 que j'ai proposé la création de la sous-commission ayant le mandat suivant:

- a) analyser les compétences du Parlement et des commission dans l'état actuel de l'interprétation de la constitution;
- b) repenser le problème des activités de la Commission;
- c) rédiger un règlement.

La sous-commission était composée des conseillers nationaux Baechtold-Lausanne, Breitenmoser, Dürrenmatt, Schaller, Vollenweider, Vontobel et de votre président, ainsi que du professeur Eichenberger, de l'ambassadeur Diez, chef de la division juridique du DPF et de

- 34 -

Monsieur Pfister, secrétaire de l'Assemblée fédérale. Elle s'est réunie le 25 janvier, le 8 mars et le 27 avril pour des séances qui durèrent chaque fois plusieurs heures.

Comme la sous-commission, assistée de ses experts juridiques, devait le constater, les points ci-après ne font l'objet d'aucune contestation pour ce qui se rapporte au partage des compétences entre le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale:

Les compétences de l'Assemblée fédérale ont été ainsi définies:

- Compétence juridique générale (par exemple lorsqu'il s'agit d'édicter une loi concernant l'aide au développement);
- Droit budgétaire (par exemple construction de nouvelles ambassades; achat d'immeubles à l'étranger; crédit de programme pour l'aide au développement et les oeuvres humanitaires, etc);
- Droit de haute surveillance (pour ce qui a trait notamment au rapport de gestion du Conseil fédéral, mais encore par le biais des inspections);
- Approbation des accords internationaux négociés par le Conseil fédéral et signés sous réserve de ratification (avec quelques exceptions, par exemple pour les traités qui ne comportent pas de nouvelles obligations en droit international public, etc).

Celles du Conseil fédéral:

- Représentation de la Confédération à l'étranger (cela correspond aussi aux règles générales du droit international public);
- Conduite des négociations en vue d'aboutir à la conclusion des traités internationaux, sous réserve, habituellement, de l'approbation de l'Assemblée fédérale, qui autorise le Conseil fédéral à les ratifier;
- Direction du service diplomatique;
- Liquidation de toutes les "affaires courantes" en matière de politique étrangère.

Par contre, le partage des compétences fait surtout l'objet de contestations dans les secteurs ci-après:

On pourrait d'une conception unilatérale orientée en faveur de l'Assemblée fédérale, que celle-ci doit aussi, en tant qu'autorité suprême de la Confédération, fixer la politique extérieure du pays; selon cette interprétation, le Conseil fédéral est avant tout l'organe d'exécution de notre politique. Certes, il représente la Suisse envers l'étranger; mais, à l'intérieur, c'est à l'Assemblée fédérale qu'il appartient d'arrêter la politique extérieure à suivre. Aussi peut-elle également donner au Conseil fédéral des instructions impératives applicables à la conduite des affaires.

On pourrait déduire d'une autre conception tout aussi unilatérale qu'en matière de politique extérieure le Conseil fédéral est seul compétent. Les attributions de l'Assemblée fédérale dans le domaine de la législation (pour la politique étrangère, elles ne jouent pratiquement aucun rôle), dans ceux du droit budgétaire et de la haute surveillance (incontestés tous deux) représentent les seules limitations apportées à ces pouvoirs. La coopération de l'Assemblée fédérale, pour ce qui concerne les affaires pratiques, est limitée à l'approbation des traités internationaux exclusivement. L'Assemblée fédérale ne dispose en particulier d'aucun droit de donner des directives au Conseil fédéral dans des affaires pratiques ou pour certains actes précis relevant du domaine de la politique étrangère.

Ni l'une ni l'autre de ces conceptions extrêmes n'est exacte. Certes, l'Assemblée fédérale confie au Conseil fédéral l'essentiel de la direction de la politique extérieure; comme celui-ci représente la Suisse envers l'étranger, cette solution s'impose du point de vue du droit international public également. Pour mener à bien la politique étrangère de notre pays, le Conseil fédéral doit disposer d'une certaine liberté de mouvement, dans le domaine tactique surtout, pour ce qui a trait par exemple à la forme et à la date d'une démarche diplomatique, ou alors quant à la fixation des instructions élaborées en vue de négociations bilatérales.

- 36 -

Pourtant, la politique extérieure du Conseil fédéral ne doit pas être pratiquée dans le vide. Elle fait aussi partie de la politique générale et elle doit lui être intégrée; il est indispensable, surtout lorsque des décisions de principe importantes sont sur le point d'être prises, que le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale s'entendent et se mettent d'accord à temps. La nature et l'évolution de notre Etat fédéral l'exigent. Par conséquent, la définition des grandes lignes de notre politique extérieure suppose une collaboration étroite entre le gouvernement et le parlement. En politique étrangère aussi, il n'y a pas de séparation absolue, mais seulement une action commune des autorités. Ce qui viendrait à se passer si le parlement et le Conseil fédéral ne parvenaient pas à s'entendre voilà qui, n'est pas encore définitivement élucidé. Qui - en pareil cas - devrait l'emporter dans cette affaire de compétence, le principe du pouvoir suprême ou celui de l'organe exécutif? Les opinions des juristes divergent sur ce point.

Un autre ordre de problèmes se rapporte à la différence qu'il convient d'établir entre les affaires courantes et les affaires importantes. La reconnaissance d'un Etat par exemple, qui d'ordinaire n'a rien de bien spécial, peut devenir soudain une affaire très importante. Ici, une certaine flexibilité doit donc être garantie, ce qui sera moins l'affaire de la réglementation que celle d'un certain bon sens.

Enfin, on peut se demander si la commission des affaires étrangères du Conseil des Etats doit absolument imiter en toutes choses celle du Conseil national; de l'avis des juristes, une concordance absolue ne paraît pas s'imposer en l'espèce, étant donné que le Conseil fédéral, dans le projet de règlement ci-joint, ne souscrit pas à des obligations très lourdes.

Nous passons à la discussion des articles.

Titre

Herr Schaller

schlägt vor "Reglement der Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates".

- 37 -

Article premierMonsieur Carruzzo:

Cet article délimite les tâches et le champ d'activité de la commission. Dans le domaine de la politique étrangère également, le Conseil fédéral ne saurait agir dans le vide à l'heure actuelle; pour toutes les décisions de principe, une étroite collaboration est nécessaire entre le gouvernement et le Parlement. Les commissions des affaires étrangères constituent un lien précieux pour cette coopération entre le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale. A part l'élaboration d'affaires concrètes - telles que l'approbation de traités internationaux et d'autres projets déterminés - les commissions sont particulièrement utiles surtout en matière d'information courante sur des mesures importantes de politique étrangère, c'est-à-dire des mesures qui ne pourraient pas être communiquées aux Chambres réunies en raison de leur caractère confidentiel. Il en résulte qu'un dialogue perpétuel est la condition préalable à une collaboration confiante entre le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale.

La notion de "conseil" ne doit pas être comprise dans le sens d'un droit de donner des instructions dans des affaires concrètes, mais comme une partie du droit général de haute surveillance. Il faut cependant espérer que le Conseil fédéral tiendra dûment compte dans ses décisions des avis exprimés au sein de la commission.

Herr Renschler

unterbreitet verschiedene Abänderungsvorschläge. In Art. 2 kann Alinea c gestrichen werden, da meines Wissens bisher keine diesbezüglichen Botschaften an die Räte gerichtet wurden. Dafür schlage ich an zweiter Stelle unter den Aufgaben der Kommission folgendes vor: "Entgegennahme von Berichten über die Tätigkeit der schweizerischen Vertretungen im Ausland". Im letzten Alinea ist "Beratung des Bundesrates" zu ersetzen durch "Vorsteher des Eidg. Politischen Departements", ebenso ist die Formulierung "jeweils aktuell" zu streichen, denn das kann eine Einschränkung bedeuten. So war z.B. das Thema der zweigeteilten Staaten nicht unbedingt aktuell.

- 38 -

Herr Schaller

kann der Streichung von "jeweils aktuell" zustimmen; die beiden andern Anträge sind abzulehnen, denn das hätte ja zur Folge, dass uns der Bundesrat die Berichte unserer Aussenvertretungen zur Verfügung stellen müsste.

Monsieur Baechtold

approuve le transfert de l'alinéa c de l'article 2 dans l'article premier.

Herr Diez:

Was den Streichungsantrag zu Art. 2, Alinea c betrifft, so geht er in Ordnung; man sollte dort erwähnen, dass die Errichtung von Botschaften im Ausland in die Kompetenz der Kommission fällt. Zum andern Antrag von Herrn Renschler ist zu bemerken, dass die Berichte unserer Aussenvertretungen an den Bundesrat gerichtet sind.

Monsieur Graber

estime qu'il faut prendre garde de ne pas créer des obligations du Conseil fédéral par le truchement du règlement d'une commission parlementaire.

Herr Tschäppät:

Wenn "zuhanden des Rates" gestrichen wird, dann käme dies den Intentionen von Herrn Renschler ziemlich nahe.

Herr Renschler

ist damit einverstanden, da ich keine Kompetenzerweiterung beabsichtige.

Herr Diez:

Sprachlogisch gesehen, könnte der Ausdruck "regelmässige Verfolgung der schweizerischen Aussenpolitik und der ... aussenpolitischen Fragen" nicht verwendet werden. Es müsste allenfalls "insbesondere der aussenpolitischen Fragen" gesagt werden. Oder: "regelmässige Verfolgung der schweizerischen Aussenpolitik und Behandlung weiterer

- 39 -

aussenpolitischer Fragen".

Herr Schaller und Herr Diez

machen Herrn Renschler darauf aufmerksam, dass die Anträge der Kommission an den Nationalrat und von dort an den Bundesrat weitergehen. Verantwortliche Behörde auch in der Aussenpolitik ist der Bundesrat.

Monsieur Carruzzo:

L'alinéa 2 de l'article 1 est ainsi modifié:

- de suivre régulièrement l'évolution de la politique étrangère de la Suisse et la marche des affaires dans ce domaine;

- Adopté -

Les alinéas 1 et 3 restent les mêmes

Monsieur Carruzzo:

L'alinéa c de l'article 2 est ainsi modifié:

" c. Création de représentations suisses à l'étranger;"

- Adopté -

Art. 3, al. 1

Monsieur Carruzzo:

Cette disposition est le résultat de discussions nourries entre la sous-commission et les représentants du Département politique fédéral. L'administration a soutenu notamment le point de vue que le Conseil fédéral ne pouvait ^{être} soumis ni juridiquement ni politiquement à un règlement. C'est pourquoi on s'est écarté de la formule originelle prévoyant que le Conseil fédéral - c'est justement ce point qui à soulevé des critiques - était obligé de renseigner la commission à temps.

- 40 -

Herr Renschler

schlägt folgende Formulierung vor: "Der Vorsteher des Eidg. Politischen Departements hat der Kommission aussenpolitische Probleme von grundsätzlicher Natur zur Diskussion zu unterbreiten". Damit im Zusammenhang wäre folgendes Alinea 2 neu einzufügen: "Der Vorsteher des Eidg. Politischen Departements orientiert die Kommission regelmässig und frühzeitig über aktuelle Probleme der schweizerischen Aussenpolitik und über die aussenpolitische Situation".

Zu Alinea 1: Dem Bundesrat könnte hier unberechtigter Weise ein Vorwurf gemacht werden, dass er die Kommission nicht rechtzeitig orientiert. Dies ist unter Umständen gar nicht möglich. In meiner Version sind die Verpflichtungen des Bundesrates klarer umschrieben, doch gebe ich zu, dass es in der Praxis auf dasselbe herauskommt.

Herr Hürlimann:

Richtig ist im Antrag Renschler, dass die internationale Lage berücksichtigt werden soll, für deren Beurteilung wir uns ja gerade interessieren. Deshalb schlage ich folgende Ergänzung von Alinea 1 vor: "...Probleme grundsätzlicher Natur und über die Entwicklung der internationalen Lage ...".

Monsieur Carruzzo:

L'alinéa 1 de l'article 3 est ainsi modifié:

- La Commission est renseignée.... sur les problèmes fondamentaux de politique étrangère et sur l'évolution de la situation internationale".

- Adopté -

Art. 3, al. 2

- Adopté -

Art. 3, al. 3

- Adopté -

- 41 -

Art. 4

- Adopté -

Art. 5

- Adopté -

Art. 6

- Adopté -

Art. 7

Herr Renschler

möchte vorschlagen, dass die Kommission nur bei besonders wichtigen Vorlagen erweitert wird, sonst geschieht das bei jeder Gelegenheit.

Herr Schaller

macht darauf aufmerksam, dass die Befugnis dazu beim Büro liegt.

Herr Pfister:

Das ganze ist eine Ermessens- oder eine Sprachfrage. Ich würde vorschlagen: " für die Beratung besonderer Vorlagen".

- Adopté -

Art. 8

Herr Renschler:

Gemäss den Vorschlägen der Subkommission wird in der Regel nach den Sitzungen ein Communiqué herausgegeben; es braucht jedoch einen Kommissionsbeschluss, wenn darüber hinausgegangen werden soll. Dies geht m.M. nach zu weit; die Kommission soll lediglich darüber befinden, ob eine Pressekonferenz stattfindet oder nicht, aber nicht, ob der Präsident zu einem späteren Zeitpunkt eine Erklärung am Radio oder Fernsehen zu einem bestimmten Geschäft abgibt.

Herr Pfister:

Das Büro befasst sich mit Vorschlägen betreffend die Gestaltung der

- 42 -

Information über die Tätigkeit parlamentarischer Kommissionen. Nach dem vorliegenden Entwurf beschliesst die Kommission lediglich, wenn über die schriftliche Mitteilung hinausgegangen, also eine einlässlichere Information gegeben werden soll.

Herr Renschler:

Alinea 3 nimmt dem Präsidenten die Möglichkeit, ohne Autorisation der Kommission vors Radio oder vors Fernsehen zu gehen.

Herr Pfister:

Gerade die Verhandlungen dieser Kommission müssen unbedingt vertraulich bleiben.

Herr Schaller:

Der Präsident soll nicht die Kompetenz haben, ohne Einwilligung der Kommission weitere Auskünfte zu geben; das liegt auch in seinem Interesse.

Herr Hürlimann

unterbreitet die Anregung, das recht rigorose "Auftrag" durch "Zustimmung" zu ersetzen.

Herr Renschler:

Hier wird ungleiches Recht zwischen den ständigen Kommissionen und der ad hoc-Kommission geschaffen. Nach jeder Sitzung einer ad hoc-Kommission kann man den Präsidenten oder ein anderes Kommissionsmitglied am Radio oder am Fernsehen Erläuterungen zur Vorlage abgeben hören. Aber die Formulierung in Alinea 3 verbietet ja jedem Mitglied, im Rat auf die Kommissionssitzungen Bezug zu nehmen.

Herr Vollenweider:

Hier wurde wegen der Geheimhaltungspflicht bewusst ungleiches Recht geschaffen.

Herr Pfister:

Sicher kann es Fälle geben, wo die Verhandlungen nicht vertraulich sind. In den Vorschlägen für eine Revision des Ratsreglements ist eine solche Unterscheidung vorgesehen.

Monsieur Carruzzo:

Le problème de la notion "caractère confidentiel" ou "non confidentiel" a été longuement discuté en sous-commission.

Herr Diez:

Der Fall einer Detailberatung von Sachfragen ist ausserordentlich selten; denn hiebei handelt es sich meistens um internationale Verträge, die nur insgesamt der parlamentarischen Genehmigung unterstellt werden können. Sollte jedoch einmal ein derartiger Einzelfall der Detailberatung eines Sachgeschäftes eintreten, so kann bezüglich Information die Kommission ja einen entsprechenden Beschluss fassen.

Herr Schaller:

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten ist nicht das einzige Gremium, das vor solche Probleme gestellt ist. Ich möchte zur Illustrierung nur erwähnen, dass bei der seinerzeitigen mehrtägigen Beratung der Finanzordnung, deren Kommission ich präsiidierte, der Beschluss gefasst wurde, dass erst nach Abschluss der Arbeit die Presse informiert werden solle.

Monsieur Carruzzo

pense que la forme trouvée par la sous-commission est la bonne.

Monsieur Baechtold

déclare que le secret ne concerne que les délibérations et non pas les opinions.

- 44 -

Monsieur Carruzzo:

Nous passons à la votation:

Proposition Renschler (biffer Art. 8, al.3)	:	1 voix
maintenir Art. 8, al. 3	:	6 voix

Art. 9

Im deutschen Text wird das Marginalie "Sekretariatsarbeit" durch "Sekretariat" ersetzt.

Alinea 1

- Adopté -

Alinea 2

- Adopté -

Alinea 3Herr Renschler

stellt den Antrag auf Streichung. Das braucht nicht erwähnt zu werden, weil es selbstverständlich ist.

Monsieur Carruzzo:

Cela donne l'obligation, en quelque sorte, au secrétaire de garder le contact avec le Département politique.

Herr Hürlimann:

An und für sich ist die Bestimmung bereits in Alinea 2 enthalten, denn sonst kann der Sekretär seine Aufgabe ja gar nicht erfüllen.

Monsieur Baechtold

demande que l'on s'entend sur le sens de cet article. Il y a des séances de la commission pour lesquelles le Département politique n'a pas besoin d'être dérangé.

Herr Schaller:

In der Subkommission gab es doch Bedenken gegen die in diesem Artikel vorgeschlagene Lösung, nämlich dass das Sekretariat nicht mehr von einem Beamten des Eidg. Politischen Departements geführt werden solle, sondern durch die Parlamentsdienste. Um im Interesse der Kommission eine optimale Koordination zu erreichen, wurde diese Bestimmung aufgenommen.

Art. 10Herr Renschler

schlägt folgende Ergänzung zu Alinea 1 vor: "... wird durch den Protokollierungsdienst ein substantielles Protokoll geführt".

Es muss deutlich gesagt werden, wer für das Protokoll verantwortlich ist. Wenn schon ein Protokollierungsdienst eingeführt wird, dann soll er diese Aufgabe übernehmen.

Monsieur Carruzzo:

La proposition est adoptée.

Art. 11Monsieur Carruzzo

prie Monsieur Pfister de donner quelques précisions quant à l'entrée en vigueur et la procédure à suivre.

Herr Pfister:

Das Reglement kann im Juni vom Rat behandelt werden. Den Antrag auf Genehmigung wird vom Büro gestellt werden, dem der Entwurf des Reglements bereits bekannt ist.

Herr Diez

erinnert daran, dass sich noch die Frage der Stellungnahme der ständerrätlichen Kommission zum Reglementsentwurf stellt. Das Eidg. Politische Departement sei daran interessiert, dass beide auswärtigen Kommissionen dasselbe Reglement besässen.

- 46 -

Monsieur Carruzzo:

Le président de la commission des Etats a reçu le projet de règlement. Cette commission est libre de prendre la décision qu'elle veut. C'est au Département politique d'essayer d'uniformiser ce règlement.

Monsieur Baechtold:

La sous-commission a-t-elle terminé ses travaux? Personnellement, j'avais soulevé la question à savoir que la sous-commission continuerait sa tâche pour étudier nos méthodes de travail, ainsi que d'essayer de développer la question de la politique extérieure.

Monsieur Carruzzo

confirme à M. Baechtold qu'une autre séance de la sous-commission sera convoquée.

IV. Questions de Monsieur BaechtoldHerr Hürlimann

beantragt, wegen der vorgerückten Zeit dieses Traktandum zu verschieben.

Monsieur Baechtold

est d'accord avec cette proposition.

Fin de la séance: 12.55 h

* * * * *

* * *

*